# En temps de crise
## *Les composantes discursives et leurs effets*[1]

*Patrick Charaudeau*
*Université Sorbonne Paris Nord*
*CNRS-Cerlis Paris Cité*

Analyser les crises sociales est une affaire extrêmement compliquée, qui relève de plusieurs ordres, au point que l'on puisse parler de « polycrise ». Leur analyse ne peut être que multifactorielle. Je proposerai ici un panorama des conditions d'étude d'une crise sociale. Mais, comme pour toute étude discursive, avant d'analyser un corpus, il convient de s'interroger sur le sens des mots qui nomment l'objet d'étude. Je commencerai par m'intéresser à l'expression : « Crise sociale ».

En son étymologie, le mot « Crise » comporte un certain nombre de traits sémantiques. Il indique la *rupture* d'un état stable qui s'accompagne de la *séparation* entre deux états *polarisés* qui sont placés dans un *rapport antagonique*, cet état ayant atteint une *intensité* maximale, ce que l'on appelle son *acmé*. Conséquemment, il crée une situation d'interrogation qui *appelle à résolution*. La crise est donc un moment de rupture, de dysfonctionnement, dans l'évolution d'un organisme (biologique, psychologique, politique, social, etc.), en son plus haut degré d'intensité, son point culminant.

S'agissant de « crise sociale », on entre dans la perspective d'un phénomène social dont il faut distinguer diverses situations. Les unes plutôt individuelles : crise du couple, crise dans les relations sociales (entre amis), crise psychologique de l'individu (délire, paranoïa, hystérie, dépression). D'autres plutôt sociales et professionnelles. Dans ce dernier cas, c'est la vie en société, en ses divers domaines de pratique (politique, économique, sociétal) qui est en cause, impliquant des populations. Il s'ensuit que l'état de rupture conduit à comparer la situation d'*avant* jugée normale, non souffrante, et celle *d'après* décrite comme anormale, souffrante et victimaire. Sont alors produits deux types de discours : les uns constatant l'état d*'irrésolution* et

[1] Conférence plénière prononcée par Patrick Charaudeau lors du colloque international *Discours institutionnels et non institutionnels dans l'Amérique latine contemporaine : Dire l'événement en temps de crise*, organisé par l'Association Analyse des discours de l'Amérique latine (ADAL), le 25 janvier 2024 à l'HEIP, Paris.

d'*incertitude* quant aux solutions ; d'autres appelant à *résolution* auprès de ceux qui ont pouvoir d'action, de décision et d'expertise. On n'évoquera ici que quelques pistes pour analyser les discours en temps de crise.

**Une crise sociale se développe dans un processus en trois phases**

Tout d'abord se produit un « événement » déclencheur : virus (Covid), attentat (acte terroriste), attaque militaire (Russie-Ukraine ; Hamas-Israël), une catastrophe naturelle (cyclone, inondation, tremblement de terre). C'est son aspect *objectif* qui peut être mesuré de façon factuelle ; c'est le règne des chiffres (statistiques du nombre de blessés de morts et de dommages matériels). Mais il faut distinguer l'événement déclencheur et la situation de crise, car tout événement ne déclenche pas nécessairement une crise. Un coup d'État peut être le résultat ou l'annonce d'une crise politique, économique, sociale ; une guerre peut déclencher diverses crises comme c'est le cas de la guerre Russie-Ukraine qui a provoqué en Europe une crise économique par diminution de la fourniture en énergie provenant de Russie se répercutant sur le commerce des denrées alimentaires, et l'inflation. Et la guerre israélo-palestinienne s'avère être une crise politique internationale par l'irrésolution de la reconnaissance de deux États. Quant à la récente pandémie, elle a créé une crise par l'engorgement des hôpitaux Il faut donc considérer une crise en ses *effets de cascade*. Il faut également distinguer des degrés de crise : les unes nationales (crise du logement, crise du pouvoir d'achat) ; d'autres locales (crise dans un parti politique) ; d'autres encore internationales (crise bancaire, crise de l'énergie, crise de l'immigration)

Autrement dit, une crise sociale se caractérise, non pas tant par l'événement que par ses conséquences et l'état d'irrésolution des problèmes qu'elle génère * : une guerre qui engendre de la pauvreté, provoque l'immigration d'une partie de sa population, fait surgir des problèmes dans les pays d'accueil, et jusqu'à un bouleversement de la gouvernance mondiale. C'est l'aspect *subjectif* de la crise sociale qui passe par la prise de conscience d'une situation dramatique dont on n'a pas la solution de sortie. Il s'ensuit un entrecroisement de discours opposés concernant chaque phase de la crise : les uns de *refus,* de *dénégation* de la situation de crise (comme ce fut le cas au début de la pandémie) ; d'autres au moment de la *reconnaissance* et de l'*acceptation* de la situation de crise ; d'autres encore qui chercheront

à *exploiter* la crise à des fins politiques (les partis d'extrême droite avec l'immigration).

## L'analyse discursive des crises sociales

Il s'agit d'abord de répertorier le domaine de *pratique sociale* dans lequel se produit la crise. Il peut concerner la *politique* (crise de régime : monarchique, démocratique, dictatorial, crise de la justice) ; l'*économie* (crise financière, crise du commerce, crise du travail et du chômage), l'*environnement* (énergie, climat, catastrophes naturelles) ; le *sanitaire* (santé publique, épidémies) ; l'*humanitaire* (immigration, faim, guerres et aide humanitaire) : le *sociétal* (bioéthique, fin de vie, PMA, sécurité).

Ensuite on déterminera les *espaces de parole* et les discours qui s'y produisent : la *parole politique* (des dirigeants, des Institutions, des partis) : la *parole du savoir* (des *experts,* des *scientifiques,* des *penseurs)* : la *parole citoyenne* (les *opinions* à partir des sondages et enquêtes, les syndicats, les associations) ; la *parole médiatique* (qui expose commentaires, reportages et débats). Et puis, une crise étant une construction sociale qui dépend de la façon dont une société se représente ses différents états, elle est par conséquent une affaire de représentations sociales produisant des *imaginaires sociaux*, à propos de l'événement déclencheur, de l'état victimaire des populations, de la situation d'irrésolution et des solutions possibles. Il faudra donc analyser les imaginaires sociaux en fonction des types de populations, des domaines de pratique sociale et des contextes socio-culturels.

## Quelques caractéristiques communes aux crises

Dans toutes les crises on trouve une même interrogation autour de l'identité : « Qui sommes-nous ? », « Que sommes-nous ? » « Que pouvons-nous faire ? » dans les bouleversements qui nous entourent. Cela produit un *discours victimaire* alimenté par la peur. Il s'accompagne alors de la recherche d'un *bouc émissaire*, car dans toutes les crises, les populations recherchent les causes de la crise pour pouvoir en imputer la responsabilité à un être, plus ou moins fantasmé, qui sera converti en *ennemi* (extérieur ou intérieur). Cela produira des discours de stigmatisation contre des coupables, de culpabilisation d'un adversaire, et, en contrepoint cela fera émerger la

parole d'un chef protecteur dont il faudra étudier le discours de la façon dont il se construit une image d'autorité. C'est ainsi que l'on a vu surgir, au gré de différentes crises, les images d*'homme providentiel*, tels Trump aux États-Unis, Orban en Hongrie, Erdogan en Turquie ou Bolsonaro au Brésil, Salvini en Italie, Milei en Argentine.

## Quelques cas : de l'événement aux crises

*Le « virus », une crise du « vital »*

On a pu repérer un discours sur la cause, transformée en bouc émissaire : les Chinois (lors du Covid), les juifs (lors de la peste), les pauvres (avec le typhus), les immigrés (avec le choléra), les homosexuels (avec le sida). Un discours de culpabilisation des responsables : lors du Covid, en France, les sondages indiquèrent que 66% de la population estimait que le gouvernement était inefficace, 51% ne lui faisant pas confiance, car disaient les sondés les messages officiels étaient brouillés, les informations contradictoires, infantilisation)[2]. Un discours de mise en doute de l'autorité de savoir ou de combat de légitimité entre les savoir scientifique et le savoir politique. Dans les débats et les tribunes de journaux un discours sur les libertés opposant libertés individuelles et libertés publiques. Ces discours sont alimentés par la *peur* : peurs « apocalyptiques » (ou « anthropocènes »), par incertitude de ne pas savoir qui est cet ennemi, ce monstre, tapi dans l'ombre qui nous menace. Une peur liée à l'aléatoire du « *Ça peut arriver à tout le monde* ». Peur qui peut être subie comme une fatalité (« On se sent impuissant »), ou comme le châtiment que Dieu envoie aux êtres humains pour leurs péchés, ce qui doit les inciter à se tourner vers Dieu et à se confier à sa protection : « Le Messie arrive ! » chantaient les Évangéliques aux États-Unis. Dans tous les cas, l'ennemi est là, invisible, insaisissable.

***L'immigration, une crise de la « souveraineté »***

En diverses parties du monde, en Europe avec les pays d'Afrique et du Moyen-Orient, en Colombie avec le Venezuela, aux USA avec le

[2] Sondage publié dans Le Monde, "Un gouvernement "inefficace" pour 66% des Français", 19 août 2003.

Mexique, de grands mouvements de population vers des pays proches ou lointains ont provoqué des crises dans les pays où les migrants tentent de se réfugier. Cela a provoqué une crise dans ces pays, une crise essentiellement centrée sur une problématique identitaire. Ont circulé des *discours de victimisation* de la population d'accueil manifestant la peur de perdre son *identité nationale* « de souche » ; la peur du *déclassement social*, du fait d'un mélange de population ; la peur de l'insécurité, le moindre acte de violence étant attribué à l'immigré. Des *discours de stigmatisation de l'ennemi*, l'immigré étant considéré comme un envahisseur (« Le grand remplacement »), un ennemi extérieur qui vient profiter de l'assistance sociale qui devrait être réservée à la population autochtone, et qui serait cause du chômage. Un *discours de culpabilisation des responsables* auxquels on reproche de ne pas fermer les frontières et de ne pas expulser les clandestins.

***Guerre Russie-Ukraine, double crise***

Comme on l'a dit, cette guerre a provoqué une crise politique internationale. Cela a donné lieu à la circulation de discours contre l'Occident décadent, contre l'hégémonie des Empires ; des discours de peur de l'éventualité du retour d'une autre guerre mondiale ; des discours controversés sur la nécessité de fabriquer et de livrer des armes ; des discours autour de la crise économique, en raison de la pénurie des énergies, de la perte du pouvoir d'achat, et de l'accroissement des inégalités sociales.

***Conflit israélo-palestinien, crise idéologique***

On peut regrouper les discours circulant autour d'une *crise de politique internationale* et d'une *crise idéologique*. Ceux de la première portent sur la question géopolitique de deux États, de la peur de l'extension de la guerre à d'autres régions du monde, et de l'aide humanitaire devant être apportée aux populations victimes. Ceux de la seconde portent sur la justification des prises de position quant à la solution territoriale, quant au conflit religieux, quant à la légitimité des actions menées par les différentes parties.

***Crise de l'information, une crise du savoir***

On peut aussi considérer que les technologies modernes produisent une *crise de l'information*. En effet, on voit circuler des discours sur la méfiance vis-à-vis des médias et de l'information continue, sur la peur de la cyber-information et le discrédit des réseaux sociaux. Une technologie qui est perçue à la fois comme libératrice et aliénante. L'enquête du Future Risks Report 2023[3], étude mondiale menée par Axa, montre que le « risque cyber » est en première et deuxième position : « De manière générale, le sentiment de vulnérabilité face aux risques cyber est de 73% chez les experts et 68% pour le grand public qui a le sentiment qu'existe une "menace existentielle pour l'humanité" ». Il s'agit là d'une mise en cause de la vérité : un brouillage constant entre le vrai et le faux, le vrai-semblant et le faux-semblant, le possible et l'impossible, instruisant une communication entre des inconnus, des anonymes, ce qui a pour effet d'entretenir un esprit de suspicion. C'est donc à une *crise du savoir* à laquelle on a affaire, à travers des discours sur la liberté d'expression et le politiquement correct, parfois aussi des discours sur la remise en cause du savoir scientifique et le règne de l'opinion (les vaccins, la bioéthique, l'économie, le climat)[4], et parallèlement des discours sur l'autorité de savoir, jusque dans les écoles (l'encyclopédie d'Internet contre le savoir du professeur).

## Conclusion

Tout événement n'est pas en soi une crise. La crise naît dès lors qu'une situation de souffrance se prolonge, qu'on n'en connaît pas l'issue, et que la résolution est dans l'incertitude du fait de forces contraires. Les élections de Milei en Argentine, de Bolsonaro au Brésil, de Maduro au Vénézuela, de Trump aux États-Unis, ne sont pas des crises en soi. Les crises apparaissent dans leurs conséquences selon le processus précédemment décrit. À moins que ce soit une situation de crise antérieure qui provoque l'élection de ces

[3] Axa Future Risks Report 2023 : Un monde en polycrise : https://www.futuribles.com/edition-2023-du-future-risks-report-daxa/

[4] Une vingtaine de médias, ont enquêté sur cette science contrefaite, et ont trouvé quelques 10.000 revues qui diffusent des articles faussement scientifiques, ce qui a pour effet de tromper des administrations, des entreprises et même parfois des institutions scientifiques. Voir dans *Le Monde* du 19 juillet 2018.

personnages. Un coup d'État est un événement qui peut faire suite à une situation de crise, et qui pourra engendrer une autre situation de crise.

Dans une crise sociale règne l'inconnu et l'incertitude, et ce sont cet inconnu et cette incertitude qui engendrent la peur. La peur se manifeste soit par une attitude de paralysie, de soumission, soit par une attitude de révolte et de contestation radicale qu'alimentent les discours populistes d'obédiences politiques opposées. C'est pourquoi les crises sociales génèrent une figure d'ennemi. On se sent menacé, et l'on a besoin d'un bouc émissaire qui offre une explication rationnelle — mais fantasmée — à l'angoisse. C'est là l'origine du discours complotiste qu'instrumentalisent bien des partis politiques extrémistes. Comme le suggère Roland Barthes, le complot est une sorte de mythe inversé, qui donne l'illusion d'absorber et d'expliquer tout type de menaces – menaces politiques, économiques, technologiques, biologiques (Barthe, 1957). État phobique d'autant plus dangereux qu'il est plus durable, et par là plus difficile, et peut-être même impossible, à jamais extirper.

Les sociétés modernes, particulièrement en Occident, connaissent diverses crises. Elles ne sont pas vécues de la même façon dans chaque pays, dans chaque culture, mais elles ont pour point commun le bouleversement de l'organisation sociale. Et dans notre postmodernité, elles sont dues particulièrement à l'apparition des nouvelles technologies du numérique qui ont pour effet de dématérialiser les rapports humains : transformation des conceptions de l'espace et du temps dont les dimensions se réduisent à zéro du fait d'une connexion immédiate malgré la distance abolissant l'espace. Les relations sociales s'en trouvent affectées parce que l'autre se virtualise en voix anonyme, n'a plus de visage et ne peut jouer le rôle d'interrogation identitaire. L'information se fragmente par la multiplication des canaux, ce qui fait obstacle à l'activité de classement et hiérarchisation nécessaire à la compréhension. Information et désinformation se confondent, et, faute de référence, l'opinion de chacun devient reine, les savoirs de croyances prennent le haut du pavé au détriment des savoirs de connaissance (Charaudeau, 2020).

La crise majeure de notre siècle est une crise du savoir dans un monde d'incertitude où rien ne semble vrai, où tout est possible, où le discernement entre le vrai et le faux est brouillé. Un doute généralisé suscitant esprit de suspicion et de complotisme. Ce doute entraîne la

méfiance, la défiance, la mise en cause de la démocratie comme en témoignent nombre de sondages[5]. À son époque, au début des années soixante-dix, Hanna Arendt estimait déjà : « La célèbre crise de confiance envers le gouvernement, que nous connaissons depuis six longues années, a soudain pris des proportions énormes ». Après les guerres, oubliées, voilà les peurs apocalyptiques. Celles des catastrophes naturelles, de la biologie, du réchauffement climatique, des pesticides qui polluent, des virus (monstres froids et invisibles) qui provoquent les pandémies. Cela a des incidences sur les interactions sociales qui se réorganisent autour de la mise à distance de l'autre, l'autre qui, en de certaines occasions, finit par être considéré comme une menace potentielle.

[5] Le *Baromètre de la confiance politique*, réalisé par l'institut *OpinionWay* entre fin janvier et mi-février 2020 auprès des populations française, allemande et britannique, en atteste : aucune de ces populations n'atteint 50% de confiance (en dehors des maires), la France battant les records de défiance vis-à-vis des gouvernants, de l'Assemblée nationale, de l'Union européenne et des partis politiques

## Références bibliographiques

Barthes Roland, *Mythologies*, Paris, Le Seuil, 1957.

Charaudeau Patrick, *La manipulation de la vérité. Du triomphe de la vérité aux brouillages de la post-vérité*, Lambert-Lucas, 2020.